Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Préparez-vous à un nouveau Tchernobyl en Ukraine

Par Andrew Korybko
Mondialisation.ca, 19 octobre 2017
Oriental Review 16 octobre 2017

Région : Russie et CEI
Thème: Économie, Environnement
Analyses: Nucléaire (guerre et énergie), Ukraine

Avec le début de l'hiver et la pression croissante sur le système énergétique ukrainien, la menace d'une nouvelle catastrophe nucléaire en Europe centrale devient plus qu'un simple danger théorique. Selon les analystes de Energy Research & Social Science (ERSS), il y a une probabilité de 80% qu'un «accident grave» dans l'une des centrales nucléaires ukrainiennes se produise avant 2020. Cela est dû à la charge accrue des centrales nucléaires à cause de de la fermeture généralisée des centrales thermiques ukrainiennes (la matière première qu'elles ont consomment – le charbon du Donbass – a atteint un seuil critique de pénurie), ainsi que la sévère détérioration physique de leurs équipements nucléaires de l'ère soviétique et le sous-financement catastrophique de cette industrie.

Au cas où un tel incident se produirait, l'UE serait non seulement confrontée aux conséquences environnementales potentielles, mais aussi – compte tenu de l'introduction récente du régime sans visa – un exode massif d'Ukrainiens en provenance des zones contaminées.

Commençons par faire un bref tour d'horizon de l'industrie nucléaire ukrainienne:



Source: World Nuclear Association, Energoatom

L'Ukraine dispose actuellement de quatre centrales nucléaires en exploitation : la Zaporijia (la plus grande d'Europe, avec six réacteurs et une puissance combinée de 6 000 MW), la Rivne (quatre réacteurs et une puissance combinée de 2 880 MW), le Khmelnitskiy (deux réacteurs et une puissance combinée de 2 000 MW) et l'Ukraine du Sud (trois réacteurs et une puissance combinée de 3000 MW):

La centrale de Tchernobyl avec ses quatre réacteurs a finalement été définitivement fermée en 2000.



Sur les 15 réacteurs nucléaires actuellement en service en Ukraine, 12 ont été mis en service à l'époque soviétique avant 1990. Tous s'appuient sur le type classique de réacteurs nucléaires VVER conçu dans les années 1960 et 1970 à l'Institut Kurchatov de Moscou. Ces réacteurs devaient avoir une espérance de vie maximale de 30 ans. Mais à ce jour, 10 des 15 réacteurs opérant en Ukraine ont déjà dépassé leur durée de vie prévue.

En tout état de cause, la crainte de l'effondrement des réacteurs de l'Ukraine est en constante augmentation en raison de la baisse spectaculaire de la disponibilité des réserves d'anthracite du Donbass pour les centrales thermiques du pays (à la mi-2017, la production d'électricité des centrales thermiques ukrainiennes avait presque chuté de moitié par rapport à la production de 2013, à peine plus de 50 milliards de kWh par an). Selon Energoatom, la société d'État qui gère les centrales nucléaires ukrainiennes, ces usines ne fonctionnaient qu'à 65,5% de leur capacité totale en 2016 , mais en janvier 2017 elles ont atteint 77,6%. Au cours du premier semestre de 2017, les centrales nucléaires ukrainiennes ont produit plus de 45 milliards de kWh d'électricité (en hausse de 13% par rapport à 2016), ce qui signifie qu'elles représentent 58% – une part sans précédent – de la matrice énergétique totale du pays.

Aujourd'hui, l'Ukraine tente désespérément d'extraire les dernières gouttes qu'elle peut tirer de l'utilisation de ses installations nucléaires décrépites de l'ère soviétique.

La situation est aggravée par les responsables ukrainiens de l'énergie, qui subissent des pressions politiques pour trouver un substitut au combustible nucléaire fabriqué par la société russe TVEL. Ainsi, dans un certain nombre de réacteurs, ils ont tenté à plusieurs reprises d'utiliser à la place un produit fabriqué par Westinghouse Electric Company, une société américano-japonaise.

Il est étonnant que les Ukrainiens aient totalement ignoré l'expérience douloureuse des Tchèques. En 1996, la centrale nucléaire tchèque Temelín (construite par l'Union Soviétique) avait signé un contrat avec Westinghouse. Après l'alimentation des réacteurs de la centrale avec un combustible américain conçu pour imiter le produit du russe TVEL, la centrale a été obligée de ravitailler les réacteurs à plusieurs reprises, car les assemblages américains présentaient des fuites et des défauts structuraux. Les scientifiques de Westinghouse n'avaient pas pu corriger le problème. En plus de la menace d'un accident nucléaire, les assemblages combustibles défectueux augmentaient considérablement les coûts de production d'électricité, puisque les réacteurs devaient être continuellement fermés pour remplacer les pièces américaines. En conséquence, après un autre accident majeur survenu en janvier 2007, la République tchèque a refusé d'acheter d'autres carburants aux États-Unis et, en 2010, Temelín revenait pleinement à l'utilisation des produits russes TVEL.



La centrale nucléaire tchèque de Temelin s'était effectivement débarrassée du carburant contrefait de Westinghouse en 2010.

L'Ukraine expérimente depuis 2005 des clones américains d'assemblages combustibles russes. C'est l'année où Energoatom avait livré six assemblages TVS-WR fabriqués par Westinghouse à la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud et avait entamé son inspection de pré-installation. À la suite de ces expériences, il avait été conclu que les assemblages de combustible américains étaient défectueux. Ils avaient néanmoins décidé de passer à l'étape suivante de l'expérience – la charge annuelle du réacteur utilisant ce combustible. En 2008, Energoatom et une filiale suédoise de Westinghouse ont signé un accord pour fournir à la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud suffisamment de combustible américain pour le ravitaillement partiel annuel prévu pour les trois réacteurs de 2011 à 2015.

Cependant, dès avril 2012, des dysfonctionnements dans les assemblages américains ont

été constatés dans les réacteurs de la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud. Dans une procédure d'urgence, tous les assemblages TVS-WR ont été complètement déchargés des réacteurs après que l'on ait constaté qu'ils étaient endommagés, principalement en raison de défauts de structure dans les grilles d'espacement. En conséquence, en 2013, à la suite d'une inspection approfondie, l'Inspection nationale de la réglementation nucléaire de l'Ukraine a institué une interdiction totale de l'utilisation du combustible américain dans les centrales nucléaires ukrainiennes.

Mais la victoire de la *Révolution de la Dignité* a une fois de plus ouvert la voie à l'utilisation des TVS-WR américains en Ukraine. En avril 2014, Kiev a soigneusement recollé les morceaux de son ancien contrat déchirés qu'il avait signé avec Westinghouse et a décidé de recommencer. Les médias ont rapporté que le combustible américain a ensuite été chargé dans le réacteur no. 3 de la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud (mars 2015), le réacteur no. 5 de la centrale nucléaire de Zaporizhia (juin 2016) et le réacteur no. 2 de la centrale nucléaire d'Ukraine du Sud (août 2017). Les conséquences en ont été très vite évidentes.

En février 2016, un arrêt d'urgence du réacteur no. 3 de la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud « en *raison d'une augmentation du niveau de liquide de refroidissement dans le générateur de vapeur.* « Comme l'ont rapporté les résidents locaux sur les médias sociaux, la zone située aux abords de la centrale nucléaire a été immédiatement bouclée par l'armée. Et le 23 mars 2016, les opérations sur la centrale nucléaire de South Ukraine ont été complètement suspendues pendant toute une journée !

La centrale nucléaire de Zaporizhia a déjà subi une dizaine d'arrêts d'urgence de ses réacteurs depuis 2014. Par exemple, en novembre 2015, les troupes militaires de la région de Zaporijia avaient renforcé leurs mesures de sécurité après que les réacteurs de la centrale nucléaire eurent subi une perte de puissance jusqu'au niveau d'alerte ; les soldats et les officiers avaient reçu un équipement spécial pour les protéger contre les radiations et les produits chimiques. Mais aucun commentaire officiel n'avait été publié sur l'incident.

Curieusement, le *Guardian avait* publié en mai 2015 une bombe sous forme de rapport, affirmant que plus de 3 000 barres de combustible nucléaires usées étaient entreposées dans des fûts métalliques dans une cour à ciel ouvert sur le site de la centrale nucléaire de Zaporizhia. Apparemment, il s'agissait d'assemblages TVEL russes qui avaient été stockés à la hâte après avoir été remplacés par les TVS-WR. Cela semble indiquer que des expériences visant à introduire les barres de combustible défectueuses dans les cœurs du réacteur de la centrale nucléaire de Zaporizhia étaient en cours bien avant le lancement officiel du réacteur en utilisant le combustible américain en juin 2016.

Cela étant, la chronologie des accidents à la centrale nucléaire de Zaporizhia peut être vue sous un autre angle :

28 novembre 2014 – Un arrêt d'urgence du réacteur no. 3 après l'activation du système automatique qui prévient les dommages au noyau.

18 juillet 2015 – Un arrêt d'urgence du réacteur no. 1 en relation avec l'arrêt automatique de la pompe responsable du refroidissement du réacteur nucléaire.

11 avril 2016 – Un arrêt d'urgence du réacteur no. 6 de la centrale nucléaire de Zaporizhia dans le cadre de la dépressurisation du système de gaz du turbogénérateur. Les médias locaux ont signalé une multiplication par 10 des niveaux de radiation autour de la station.

18 mai 2016 – Arrêt d'urgence du réacteur no. 4 en raison de dommages du transformateur.

14 août 2016 – Le réacteur no. 5, le premier de Zaporizhia à avoir été chargé avec le produit Westinghouse knockoff, a été envoyé en réparation.

20 septembre 2016 – Le réacteur no. 6 a été mis hors service pour « maintenance programmée » (au tout début de la saison de chauffage d'hiver!).

24 octobre 2016 – Un arrêt d'urgence du réacteur no. 2, seulement deux semaines et demie après avoir été révisé.

En mars 2017, au plus fort de la crise de l'énergie, ce même réacteur devait à nouveau être déconnecté.

18 avril 2017 – Il y a eu un autre arrêt d'urgence du réacteur no. 6.

Début août 2017, le réacteur no. 4 a été mis hors service pour des « travaux d'entretien programmés ».

En conséquence, seuls deux des six réacteurs de la centrale nucléaire de Zaporizhia sont actuellement pleinement utilisables. Dans l'ensemble, le taux d'accidents dans les centrales nucléaires ukrainiennes a augmenté de 400% depuis 2010 !

Le rapport d'Energy Research & Social Science mentionné ci-dessus soulignait également que «[En] Ukraine, par exemple, la plupart des accidents et incidents liés à l'énergie nucléaire n'ont pas été enregistrés dans les bases de données ces dernières années, bien que les médias d'Etat aient confirmé leur présence.

En plus de l'utilisation de carburants de substitution, la principale raison de l'augmentation du nombre d'incidents dans les centrales nucléaires en Ukraine a été le sous-financement chronique de l'industrie. Au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis l'effondrement de l'URSS, pas un centime n'a été investi dans ce secteur. Mais entre-temps, les réacteurs qui ont dépassé leur durée de vie de 30 ans doivent soit être fermés (ce qui coûterait de l'argent à Energoatom) ou prolonger leur durée de vie. Naturellement, les Ukrainiens poursuivent la deuxième option. Idéalement, lorsque la durée de vie d'une centrale nucléaire est prolongée, cela devrait impliquer une refonte majeure et des mises à jour. Les coûts estimés pour prolonger la durée de vie d'un seul réacteur vont de 150 à 180 millions de dollars. Mais ni Energoatom ni le gouvernement ukrainien n'ont cet d'argent-là, et ils ne s'attendent pas à le trouver de sitôt, ce qui fait que l'autorisation prolonger le fonctionnement des réacteurs est une pure formalité. A en juger par des rapports accessibles au public, des prolongements réguliers de 10 ans de la durée de vie des réacteurs nucléaires ukrainiens sont accordés facilement et sans arguments. Cependant, des documents internes d'Energoatom qui ont été publiés cette semaine par Cyber-Berkut donnent une image tout à fait différente.

Documents Cyber-Berkut

Cyber-Berkut a eu accès aux documents des bureaux gouvernementaux d'Autriche, de Roumanie, de Moldavie, de Biélorussie, de Greenpeace et de l'ONG Bankwatch network of environmental datant de l'été 2017 qui tirent la sonnette d'alarme sur les projets d'Energoatom de vouloir prolonger l'exploitation de ces anciens réacteurs.

Le plus instructif de ces derniers est un tableau établi par les Ukrainiens énumérant tous les griefs mis en avant par leurs partenaires étrangers, ainsi que leurs propres réponses (le document a été initialement rédigé en ukrainien).

Le premier fait qui ressort est que Kiev a arbitrairement décidé de prolonger l'exploitation des réacteurs en 2015, mais ce n'est qu'en 2017 – après coup – qu'elle a envoyé ce programme (pré-approuvé) de mise à jour des centrales nucléaires aux pays voisins et aux organisations environnementales internationales pour étude.

Ce fut une violation simultanée de deux conventions des Nations Unies qui exigent des signataires d'obtenir l'approbation du public et des organisations intergouvernementales avant (et non après) de commencer à travailler avec une centrale nucléaire : la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (Convention d'Espoo de 1991) et la Convention sur l'accès à l'Information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (convention d'Aarhus de 1998). Jan Haverkamp, expert reconnu dans le domaine de l'énergie nucléaire et membre de Greenpeace, écrit sur cette question en particulier :

4.1	ГРІНПІС Грінпіс в Центральній та Східній Європі Ян Хаверкамп Стор. 3-4	Для проведення аналізу належним чином потрібен повний доступ до всієї наявної документації, що є в українських органах влади, на стадії визначення обсягів виконання даної ОВНС.	Яким чином це допоможе оцінити масштаби транскордонних ризиків? Питання такого роду очевидно мають на меті торпедування проекту і всієї ядерної галузі.
4.14	Там же Стор. 10-11	23 Сторінка 12: Тут зазначено, що «28 листопада 2013 р. колегією ДІЯРУ подовжено на 10 років термін експлуатації енергоблоку 1 ЮУАЕС». Тим самим, Україна – знову!- порушує Конвенцію Еспо та Оргуську Конвенцію, як було у випадку з енергоблоками 1 та 2 РАЕС. Сьогодні процедура має місце після прийняття рішення, а значить, це рішення не було прийнято з урахуванням результатів ОВНС, а також рішення громадськості; до того ж, процедура має місце не тоді, коли відкриті можливості для розгляду всіх варіантів. Україна повинна виправити цю ситуацію, призупинивши дане рішення, очікуючи результати процедури ОВНС та рішення громадськості. Далі це рішення необхідно переглянути, виходячи з результатів ОВНС та рішення громадськості для того, щоб рішенню громадськості приділялась належна увага.	ДІЯРУ незалежний орган, але вона не є органом, який відповідає за діяльність, пов'язану з питаннями Конвенції, натомість діє у рамках своїх повноважень.

La réponse ukrainienne qui lui a été adressée (troisième colonne) stipule que « l'Inspection nationale de la réglementation nucléaire [l'acronyme ukrainien est ДІЯРУ – OR] est un organisme indépendant et ses actions ne sont pas soumises à ces conventions [!!! – OR]

Faisant écho à M. Haverkamp, la représentante roumaine de Bankwatch, Maria Seman, soulève également le drapeau rouge:

5.1	Campaigner, Bankwatch Romania Maria Seman Reg nr: 10/09.05.2017 Стор. 1	2. Недостатня кількість документації: з огляду на охоплення консультацій (продовження експлуатації 9 ядерних реакторів), повинно бути всі 9 ОВНС, супроводжувані нетехнічними резюме, направленими всім сторонам. Також, супровідна документація, зазначена в нетехнічних резюме, такі як періодичні огляди безпеки, не доступна. Ці документи мають бути запитані для того, щоб громадськість мала можливість надавати всебічні відгуки. Крім того, документація, надана українським урядом, була розроблена у 2015 році та вважається застарілою.	Процедурні мотиви через які документація встигла застаріти ми не коментуємо. Щодо надання повного ОВНС з додатками не маємо заперечень – ці документи належать Замовнику, він може ними розпоряджатися. Вимога справедлива в контексті Додатку II до Конвенції ЕСПОО. Щодо ЗППБ – питання до НАЕК. Нам видається така вимога надмірною.
5.2	Там же	3. Відповідно до Оргуської Конвенції, ст. 6(4), участь громадськості (разом з трансокрдонним процесом участі громадськості в ОВНС) повинна мати місце, коли відкриті всі можливості для розгляду всіх варіантів. У випадку багаторівневого процесу прийняття рішень, коли участь громадськості в попередніх рішеннях не відбувалась, рішення, прийняті раніше, повинні знову підлягати участі громадськості і вважатися відкритими. Це стосується реакторів 1 та 2 Южно-Української АЕС і реакторів 1 та 2 Запорізької АЕС, де були здійснені заходи з модернізації та була оновлена ліцензія, незважаючи на тривожні сигнали сусідніх країн та Комітету із впровадження Конвенції Еспо. В цьому сенсі, рішення щодо продовження експлуатації 4 реаторів повинно бути визнано недійсним потенційно зачепленими сторонами та всі заходи з модернізації на ЮУАЕС1,2 та ЗАЕС 1,2 і 3 не повинні включатись до ОВНС та не можуть розглядатися під час прийняття рішень про продовження експлуатації. Крім того, переоцінку безпеки, що триває на 3-му ядерному реакторі ЗАЕС треба призупинити.	Таке питання вже було прокоментоване вище.

Conformément à l'article 6 (4) de la Convention d'Aarhus, la participation du public, ainsi qu'un processus transfrontalier permettant la participation du public à l'évaluation des incidences sur l'environnement, devraient avoir lieu lorsque toutes les options sont encore ouvertes. Dans le cas des processus de prise de décision qui se déroulent à différents niveaux, s'il n'y a pas eu de participation publique dans les décisions précédentes, le public devrait de nouveau être invité à prendre part aux décisions prises antérieurement et elles devraient toujours être considérées comme ouvertes . Cela concerne les réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de l'Ukraine du Sud et les réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Zaporizhia où les mises à jour ont été renouvelées malgré le drapeau rouge des pays voisins et le Comité d'application de la Convention d'Espoo.

L'Ukraine a donné une réponse simple et directe:

» La réponse à cette question a été fournie ci-dessus. »

Voici les affirmations de Maria Seman sur la manière dont l'Ukraine a enfreint la législation internationale: Kiev a refusé d'informer les parties prenantes avant de prendre des décisions concernant les centrales nucléaires et ne peut garantir que toutes les données seront prises en compte lors de la mise à jour des réacteurs:

5.4		5. Україна вже порушує Конвенцію Еспо, відмовившись повідомити сторони, перш ніж були прийняті рішення щодо продовження експлуатації 6 реакторів.	Україна ні від чого не відмовлялась. Зволікання мало місце. Рішення про продовження ліцензії були прийняті згідно національного законодавства, їх відкладення було не можливе.
5.5	Там же Стор. 1-2	6. Румунський уряд повинне запросити чітке пояснення щодо процесу прийняття рішень в цілому, для розуміння, як повідомлення впливає на процес прийняття рішення. Враховуючи, що ці документи вже були представлені українській громадськості у 2015 році та не були опрелюднені для міжнародної громадськості, існує чітке порушення конвенції Еспо. Враховуюче це, українське законодавство не проводить жодного зв'язку між ОВНС та законодавчими рамками у процесі прийняття рішення щодо продовження експлуатації, як Україна може забезпечити, що будь-які можливі зобов'язання, які вона може прийняти під час консультацій, будуть фактично відображені в рішенні щодо продовження експлуатації? Ці питання повинні бути адресовані Україні.	Можливо існує правова колізія, однак регулюючий орган, приймаючи відповідне рішення, національного законодавства не порушував. Орган, відповідальний за реалізацію Конвенції Еспоо (Мінприроди) і регулятор (ДІЯРУ) ніяк між собою не пов'язані. Відповідь на це питання виходить за межі нашої компетенції, але можемо припустити, що найкращим рішенням зачепленої проблеми були б гарантії Уряду України.

Cependant, Kiev semble relativement indifférent, ne donnant que des réponses railleuses aux objections faites par les enquêteurs étrangers:

« L'Ukraine *n'a pas refusé de faire quoi que ce soit. Un retard s'est produit. Les décisions de prolongation des licences ont été prises conformément à la législation nationale et il n'a pas été possible de les reporter « .*

» *Il peut y avoir un conflit entre les lois, mais l'organisme de réglementation qui a pris les décisions à ce sujet n'a pas violé le droit national ».*

En d'autres termes, les Ukrainiens appellent à ignorer les exigences de l'ONU – «un conflit entre les lois» et viole les principes de base de la surveillance environnementale – «un retard».

L'Ukraine semble ignorer que ces conventions ont été créées afin d'empêcher les actes arbitraires des autorités politiques sur les questions de l'énergie nucléaire. Les violations du droit international sont un sujet de préoccupation, et pas seulement pour les écologistes. Il s'agit d'une question juridique qui appelle une enquête, l'identification des auteurs et la correction des transgressions. Où sont les commissions internationales, où sont les plaintes qui ont été déposées, où sont les cours et tribunaux qui devraient défendre bec et ongles la lettre de la loi? Pourquoi le gouvernement ukrainien est-il autorisé à ignorer les traités de

l'ONU qu'il est tenu de respecter ? Le Comité de conformité de la Convention d'Espoo et les autres autorités compétentes doivent répondre.

Selon M. Haverkamp, les auteurs du programme d'extension des permis des centrales nucléaires ne connaissent pas même le minimum à propos de l'évaluation des risques et n'ont pas tiré les leçons de Tchernobyl ou de Fukushima, car l'utilisation continue des réacteurs des centrales nucléaires d'Ukraine du Sud et de Zaporijia augmente les chances d'une nouvelle catastrophe nucléaire:

4.32	Там же	41 Сторінка 79 висновки: Висновок 11. Вищезгадані зростання ризику також підвищують ризик транскордонних впливів. Стверджування, що цей аналіз [у звіті, Ян Хаверкамп] зараз не може визначити «об'єктивні підстави для занепокоєння щодо ймовірного негативного впливу ЮУ АЕС на сусідні країни при будь-яких аварійних сценаріях, а також – передумови для виникнення такого занепокоєння у майбутньому», показує ніщо інше, ніж те, що аналіз є недостатнім, неналежним та непрофесійним. Особливо, той факт, що аналіз не зміг знайти «жодного» аварійного розвитку подій, який міг би спричинити турбування, говорить більше про відсутність уяви укладачів, ніж про належне оцінювання ризиків, яке повинно проводитися в секторі атомної енергетики. Аналіз розкриває точні причини, чому могли трапитися Чорнобиль і Фукусіма: відсутність «роздумів про неймовірне» - або коротко: цей аналіз показує, що автори зазнали невдачі у засвоєнні основних уроків про Чорнобиль та Фукусіму, і через це зростає ризик, що будь-яке продовження терміну експлуатації ЮУ АЕС та ЗАЕС може закінчитися схожими катастрофами.	Ці аргументи вже коментувалися.

De son côté, le gouvernement roumain a soumis toute une liste de transgressions, d'omissions et d'informations manquantes. En voici deux :

3.11.4	Там же	Заявления о политике в области ядерной безопасности вводят в заблуждение (в рамках понятия безопасности, принципов безопасности, основных функций безопасности), являются неполными и не подкреплены соответствующими деталями (например, базовые параметры; конструкции, системы и компоненты, важные для безопасности; типовой анализ безопасности для демонстрации состояния безопасности энергоблока).	Дане питання стосується не оцінки екологічних впливів. Все зазначені питання вирішені у ЗІПБ. Розробник ОВНС не має жодних підстав ставити висновки ЗІПБ під сумнів.

» *Les déclarations [des Ukrainiens] sur leur politique en matière de sécurité nucléaire sont trompeuses, incomplètes et ne sont pas étayées par des détails pertinents …* »

3.11.7	Там же	Также отсутствуют точные детали, которые требуются в отношении информации о ядерной безопасности, а именно: - технические приемы анализа (стандарт, компьютерный код); - идентификация и классификация последовательностей развития аварии; - правильное наименование рассматриваемой аварии; - обоснование выбора данной последовательности событий; - вероятность возникновения и потенциальные причины; - результаты анализа (графическая форма, таблицы) и соответствующие последствия (воздействия на площадке АЭС и за ее пределами, меры обеспечения ядерной безопасности, производственные показатели систем, относящимся к безопасности); - максимальная проектная авария или наиболее неблагоприятная комбинация событий; - анализ тяжелых аварий и их последствий (например, ЧПЗ, вероятностный анализ); - периодичность крупных выбросов радиоактивных веществ; - периодичность малых выбросов радиоактивных веществ; … и др.	Дана інформація, на наш погляд, може бути предметом інтересу спеціально кваліфікованих фахівців, однак для громадського обговорення ОВНС є очевидно надмірною.

» *Les documents soumis par les Ukrainiens manquent d'informations importantes sur l'évaluation des conséquences d'accidents potentiels dans les centrales nucléaires …* »

Cependant, les Ukrainiens ne sont pas troublés par le remords pour leur travail de mauvaise qualité – leur réponse prend à nouveau un ton rebelle. Les experts de Kiev semblent croire qu'il n'y a pas assez d'enquêteurs qualifiés au sein du gouvernement roumain pour légitimement demander une telle information:

« A *notre avis, cette information peut être un sujet d'intérêt pour des experts suffisamment qualifiés, mais pour la discussion de l'EIE au niveau de l'Etat, elle est superflue ».*

Les représentants d'autres pays voisins se plaignent également du manque de données nécessaires pour évaluer pleinement le programme de mise à jour des centrales nucléaires ukrainiennes.

Le Ministère de l'environnement de la République de Moldova a notamment insisté sur le fait que l'évaluation de l'impact sur l'environnement ne tient pas compte du vieillissement physique des réacteurs ou des composants de leur bouclier antiradiation, par suite de leur bombardement par les flux de neutrons.

Le Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement de la République de Biélorussie a demandé «des informations complètes concernant les documents sur la base desquels la décision a été prise de prolonger la durée de vie des

deux réacteurs de la centrale nucléaire ainsi que des informations concernant les mises à jour de chaque réacteur « , et ainsi de suite.

6.1	Министерство природных ресурсов и охраны окружающей среды республики Беларусь Выд 20.07.2017 № 3-10/33-Ино Стор. 1-2	Просим предоставить развернутую информацию о документах на основании которых принято решение о продлении сроков эксплуатации двух энергоблоков АЭС, а также информацию о модернизации каждого энергоблока, замене оборудования, выработавшего ресурс, какие приняты меры по обеспечению экологической безопасности объекта, краткую информацию по обоснованию безопасности энергоблоков и соответствие принятых мер рекомендациям МАГАТЭ.	Питання за межами нашої компетенції. Подібні питання вже прокоментовані вище.

La réaction de l'Ukraine: « *Cette réponse ne relève pas de notre autorité.* «

De sérieuses préoccupations sont soulevées au sujet du fait que les organismes publics ukrainiens responsables de l'énergie nucléaire n'ont pas encore trouvé les moyens de se débarrasser du combustible nucléaire usé et d'autres déchets radioactifs, maintenant que la durée de vie des réacteurs a été prolongée et compte tenu du fait que l'Ukraine refuse d'utiliser les installations de stockage russes. Maria Seman, par exemple, a dit ceci sur le sujet :

5.12	Там же	7. У розділі про ядерні радіоактивні відходи бракує інформації про загальну кількість відходів, утворюваних протягом року, а також детального плану поводження з ними, включаючи зберігання. Потужності майданчику АЕС для зберігання ядерних відходів обмежені, а транспортування відходів та відпрацьованого палива до Росії зупинено з часу розгортання громадянської війни на сході України. Необхідно зробити запит на цю інформацію.	На подібне питання відповідь була надана. Для довідки: інформація про РАВ, накопичені на ЮУ АЕС станом на 31.12.2016 р., тонни: НАВ – 16980, САВ – 613, ВАВ – 16,2 (разом 17609,2), крім того – КЗ – 2775, ФМ – 427. В Україні немає громадянської війни, є агресія РФ. Автору запитання варто користуватися надійними джерелами інформації.

« La section sur les déchets nucléaires radioactifs ne fournit pas suffisamment d'informations sur la quantité totale de déchets générés au cours d'une année, ni sur un plan détaillé de traitement, qui doit inclure le stockage. Les installations sur site pour stocker les déchets nucléaires dans les centrales nucléaires sont limitées et le transport des déchets et du combustible usé vers la Russie a été suspendu quand la guerre civile dans l'est de l'Ukraine s'est intensifiée. Il est essentiel d'avoir cette information. «

Cependant, Kiev semble moins préoccupé par le problème de la façon de se débarrasser des déchets radioactifs que d'offrir sa propre rhétorique sur les événements qui se déroulent dans la partie orientale de son pays. Au lieu de fournir une réponse de fond sur ce qu'il faut faire avec la quantité croissante de combustible usé, les officiels ont conseillé à l'enquêteur roumain sur son choix de journaux:

» Il n'y a pas de guerre civile en Ukraine – il n'y a que l'agression de la Fédération de Russie

[!!! – OR]. L'auteur devrait trouver des sources d'information fiables. «

Entre autres sujets que les Européens ont soulevés avec leurs collègues ukrainiens, il y a les doses massives que Kiev a décidé de faire entrer dans les limites de la «contamination radioactive admissible», bien qu'elles soient mortelles pour 50% de la population de la zone donc contaminée. Il y a également les sources de financement pour les prochains programmes pour l'arrêt des centrales nucléaires ukrainiennes à l'avenir. Et enfin, l'absence d'évaluation dans les travaux d'Energoatom concernant l'impact des radiations sur l'augmentation de la leucémie chez les enfants vivant à proximité des centrales nucléaires; etc.

4.24	Там же	33 Сторінка 24 і далі: Радіаційний вплив на навколишнє середовище. Опис радіаційних викидів та випромінювання за нормальних обставин в деякій мірі обмежений. Середні дані не надають достатньої інформації про потенційний ризик. Для прикладу: так зване дослідження КІКК в Німеччині (стосовно раку дітей, які знаходяться по сусідству з АЕС) прийшло до висновку, що є значний зв'язок між зростанням дитячої лейкемії та відстанню від АЕС у районі перших п'яти кілометрів. Схожі дослідження у Великобританії, Швейцарії та Франції підтвердили ці відкриття . Хоча немає випадкового пояснення цього зв'язку, існує непідтверджена поки що гіпотеза, що це може бути пов'язано з випроміненням тритію на ранніх тижнях вагітності під час перезавантаження ядерного палива та ППР через значніші викиди тритію, коли кришка корпуса ядерного реактора переміщена з реактора . З цієї точки зору було б надзвичайно важливо забезпечити дані по викидам стосовно часу, щоб дослідити, чи пікові значення в радіоактивних викидах, визначені Ферлі, також з'являються у випадку з реакторами ЮУ АЕС та ЗАЕС, і дослідити, чи є ймовірність такого ж прикладу зростання дитячої лейкемії у районі 5 км. від атомної станції.	Існує безліч різноманітних досліджень, автори яких нерідко приходять до протилежних висновків. Ми повинні їх всі враховувати? Аномальних показників захворюваності серед усіх груп населення, дітей зокрема, по всім хворобам у Южноукраїнську не зафіксовано. Питання далеко виходить за рамки ОВНС, визначені ТЗ та національними вимогами до обсягів і змісту матеріалів ОВНС.

Les fonctionnaires à Kiev évitent de répondre à ces questions ou bien jouent les idiots : » Quoi, nous devrions garder des dossiers pour chaque cas? « (Concernant l'incidence de la leucémie infantile).

***

Tous ces faits prouvent que les centrales nucléaires ukrainiennes ne constituent pas seulement une menace réelle pour la sécurité de l'Europe, mais qu'en raison de la situation économique actuelle et de l'instabilité politique en Ukraine, il n'y a aucune chance pour que cette tendance négative se renverse. Comment faire face efficacement à cette situation aggravante devrait faire l'objet de discussions techniques et politiques urgentes entre la

Russie et les autorités des États de l'UE concernés.

Andrew Korybko

Article original en anglais : Get Ready for a New Chernobyl in Ukraine, Oriental Review, le 16 octobre 2017

Traduction : Avic – Réseau International

La source originale de cet article est Oriental Review
Copyright © Andrew Korybko, Oriental Review, 2017

Articles Par : Andrew Korybko

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca